

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 18/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL ROMEKER

KERVIR
29390 Scaër

Code AIOT : 0052903990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement EARL ROMEKER implanté KERVIR 29390 Scaër. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL ROMEKER
- KERVIR 29390 Scaër
- Code AIOT : 0052903990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle dans le cadre du PPC.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Défense conte l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
7	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
12	Dispositions relatives au compostage, surveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	/	Sans objet
3	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
11	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	/	Sans objet
22	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier défens	Arrêté Préfectoral du 23/02/2016, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Revoir avec les services du SDIS les moyens de lutte externe contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : La déclaration annuelle des flux d'azote est réalisée conformément aux dispositions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Bon état général de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Défense interne contre l'incendie:

Un contrôle annuel des extincteurs du site est réalisé par la société BIPP "Bretagne Incendie Prévention Protection" 29610 Pouigneau.

Défense externe contre l'incendie:

Dans l'arrêt préfectoral du 23/02/2016 est mentionné dans son article 15.2.2:

"L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre et notamment d'un ou plusieurs appareils d'incendie publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de ponts d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

Le pétitionnaire devra:

- Assurer la DECI du site n° 1 par un ou deux points d'eau incendie (PEI), susceptibles de délivrer un débit simultané de 120 m³ / h pendant 2 heures et conforme(s) aux dispositions du guide départemental de défense extérieure contre l'incendie. Les points d'eau devront être implantés à moins de 400 m des bâtiments à défendre ;

- Assurer la DECI du site n° 2 par un ou deux points d'eau incendie (PEI), susceptibles de délivrer un débit simultané de 90 m³ / h pendant 2 heures et conforme(s) aux dispositions du guide départemental de défense extérieure contre l'incendie. Un premier point d'eau devra être implanté à moins de 200 mètres des installations à défendre. L'ensemble des points d'eau devra être implanté à moins de 400 mètres des risques ."

A ce jour , la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) est constituée d'un poteau incendie de 100 mm (n°58) opérationnel non-conforme car jugée insuffisante au regard des besoins en eau estimés. Par ailleurs un Plan d'Eau Naturel ou Artificiel (PENA FDF) est localisé à proximité du site d'exploitation - plus de 200 mètres du site 1 et plus de 300 mètres du site 2-.

Demande de l'inspection:

Le service prévision du SDIS devra être contacté sous 3 mois avant toute réalisation ou aménagement de point d'eau incendie (tél : 02/98/10/31/87 – mail : prevision@sdis29.fr).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats : Absence de visualisation de documents attestant d'un contrôle des installations électriques. Une intervention du Service Prévention de son assureur - GROUPAMA- est programmée le vendredi 03 novembre 2023 afin d'effectuer un pré-diagnostic des dites installations avant le contrôle par un organisme agréé.
Demande de l'inspection: Transmettre pour le 31/01/2024, au service des Installations Classées, le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par un organisme agréé.,
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Absence de rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
Constats : Absence de constatation de rejets polluants dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions relatives au compostage, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29. L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
Constats : Bâtiment P5 d'engraissement avec système de raclage en V et compostage de la phase solide (728 places d'engraissement). Le suivi du compostage est assuré par le pétitionnaire avec l'enregistrement des données dans un carnet d'exploitation (Annexe 1 de l'AP du 23/02/2016). Néanmoins la dernière analyse complète et visualisée du compost obtenu date du 20/11/2017 (paramètres physico-chimiques, éléments fertilisants, éléments minéraux, minéraux et métaux , microbiologie et parasitologie) (Annexe 2 de l'AP du 23/02/2016).
Demande de l'inspection: Afin de se prévaloir de la norme NFU 44051(amendement organique), le respect du cahier des charges en terme de types d'analyse et de fréquence est une obligation. Réaliser sous 3 mois une analyse du produit solide composté obtenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2016, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : AP N°5/2016AE du 23/02/2016 : Article 1 / Bénéficiaire et portée de l'autorisation
Constats : - AP N°5/2016AE du 23/02/2016 pour les effectifs suivants: 2172 porcs charcutiers et 1080 porcelets en post sevrage. - Effectifs présents : 1762 porcs charcutiers et 888 porcelets en post sevrage
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet